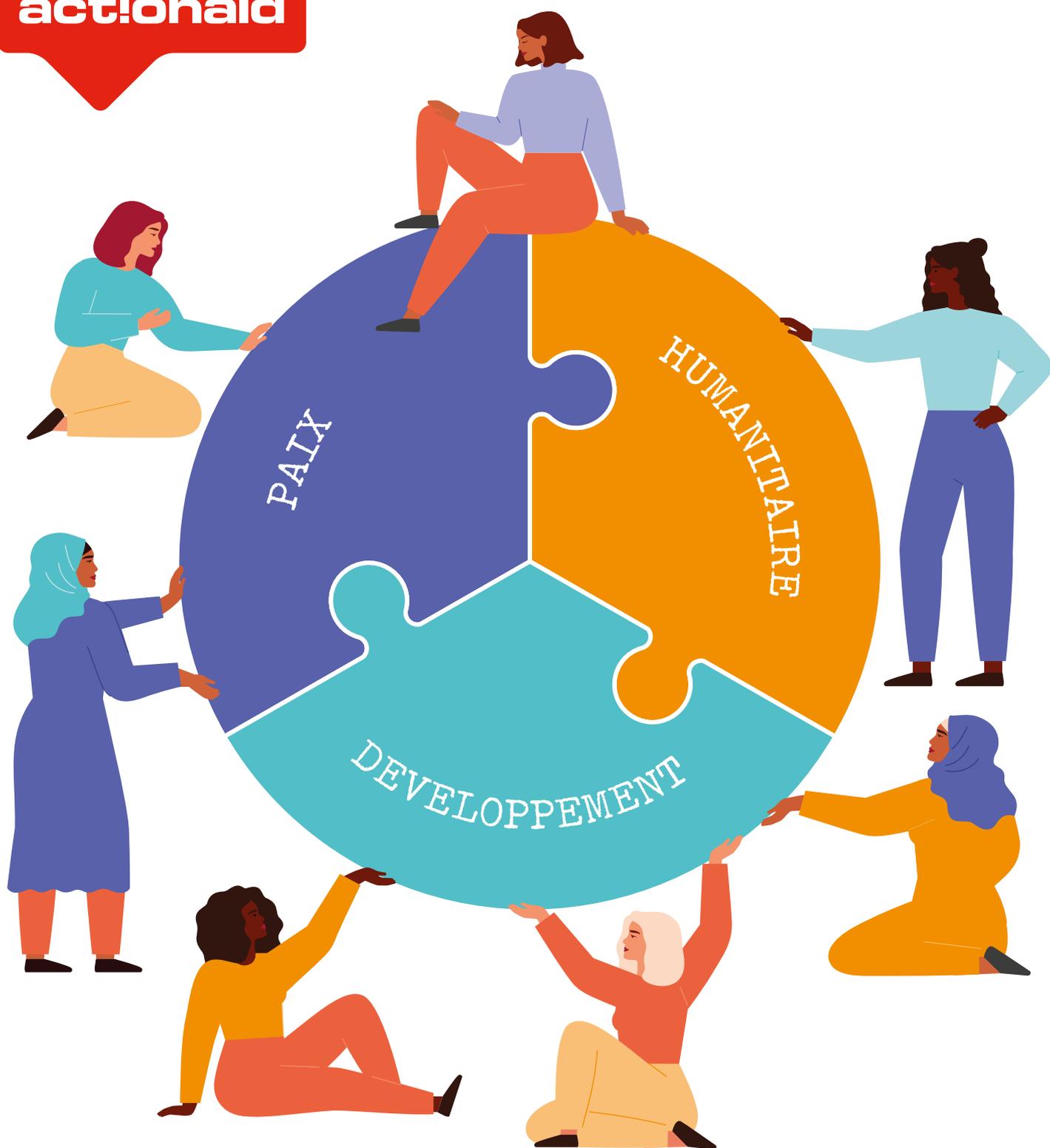


Changing the world
with **women and girls**
act:onaid



Montrer la voie: Le Nexus dans une Perspective Féministe

Novembre 2022

Table des matières

Résumé Analytique	3
1. Introduction	5
1.1 Historique.....	5
1.2 Méthodologie et Approche de Recherche	9
2. Résultats	10
2.1 Un Programme Axé sur une Approche Transformatrice du Genre	10
2.2 Opérationnaliser le Nexus.....	13
2.3 Préparer la Voie pour un Changement Significatif et à Long-Terme	17
3. Conclusion & Recommandations	22
Références	26

Résumé Analytique

L'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix ont traditionnellement été conceptualisés comme étant des démarches distinctes répondant à des besoins immédiats, résultant de crises, par opposition aux activités de développement et de consolidation de la paix à long terme conçues par des ONG internationales, des agences des Nations Unies (UN) et des donateurs. Cependant, dans les faits, ces trois domaines s'imbriquent et se soutiennent afin de garantir la viabilité et la résilience à long terme.¹ Travailler de façon cloisonnée dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de la paix ne sert nullement à répondre de manière holistique aux besoins des victimes, qui se retrouvent dans les différentes catégories de réponse humanitaire, soit le développement, soit la consolidation de paix.² Ce constat est d'autant plus évident à mesure que les crises s'accroissent et se prolongent et la nature complexe et variée pour répondre à ces dernières.

L'émergence du 'triple' concept Humanitaire-Développement-Paix (nommé le Nexus) a marqué un véritable changement de paradigme pour un système humanitaire plus efficace et efficient. En concentrant les efforts sur les causes profondes des crises et en apportant des solutions durables et à long terme, le Nexus a essayé de remettre en cause les actions humanitaires demeurant pendant longtemps cloisonnées, ce qui a renforcé les divisions artificielles au sein des secteurs du développement, de l'humanitaire et de la paix pourtant interconnectés.

La communauté internationale n'arrive toujours pas à implémenter des approches qui reflètent adéquatement l'intention et l'aspiration du Nexus, et la perspective de

genre en est toujours absente. Les approches du Nexus ne sont pas encore établies par une base factuelle solide, et la communauté internationale lutte encore pour rendre le Nexus opérationnel dans la pratique.³ Ces discussions ont été mise en contexte dans l'ensemble, selon les points de vue et les expériences des donateurs et des agences humanitaires, sans tenir compte des opinions et expériences des acteurs locaux, particulièrement les Organisations de Femmes¹, qui sont au centre des interventions humanitaires, et subissent directement l'impact de ces décisions. Tandis que les ONG internationales, les agences UN et les donateurs étaient réticents à l'adoption de cette approche, les Organisations pour les Droits des Femmes et les Organisations Dirigées par des Femmes au premier plan des urgences humanitaires appliquaient pourtant celle-ci en transcendant les clivages, sans en recevoir le mérite.⁴ Les femmes et les filles victimes des crises sont vues comme des spectatrices passives dans les processus de conflits et de paix, au lieu de les reconnaître comme des agents actifs du changement, ceci est un aspect symptomatique des méthodes de travail à large échelle au niveau du secteur humanitaire⁵.

Cette recherche vise à apporter la lumière sur cette approche avec une nouvelle rhétorique en évoquant les expériences des femmes et des organisations appliquant l'approche Nexus dans leurs interventions de

¹ Organisations de Femmes font référence aux Organisations pour les Droits des Femmes en anglais Women's Rights Organisations (WROs) et les Organisations Dirigées par des Femmes en anglais Women Leaders Organisations (WLOs).



Distribution de vivres au village de Satiile, au Somaliland, en réponse à la sécheresse de 2022

réponse aux urgences en Haïti, au Liban, au Myanmar et en Somaliland afin d'examiner leurs méthodes, et la signification des actions cloisonnées. Elle explore comment la communauté internationale peut apprendre de ces approches et comment, à son tour, cela pourrait mener à des interventions humanitaires plus durables en combinant l'action humanitaire avec le développement et la paix, pour lutter contre les causes profondes des inégalités structurelles.

Alors que la communauté internationale a du mal à cerner la faisabilité du Nexus, les Organisations de Femmes appliquent l' 'approche nexus' au sein de leurs communautés en tant que premières intervenantes, mais aussi en tant qu'actrices clés du changement à travers des activités de développement et de consolidation de paix.

Cette recherche réunit les expériences des Organisations de Femmes et évoque l'importance d'apporter une perspective féministe au Nexus, au regard des recommandations clés, avant d'arriver à la conclusion que la communauté internationale doit investir dans des interventions menées par des organisations de femmes au niveau local et doit transférer le pouvoir, la prise de décision et le financement aux Organisations de Femmes, lesquelles sont les mieux placées pour comprendre les besoins humanitaires.

Résultats & Recommandations:

1 Une approche transformative du genre est la première étape pour combattre les inégalités et adopter une approche intégrée du Nexus. Il faut mener une analyse approfondie sur les conflits de genre tout au cours des actions humanitaires; inclure le plaidoyer, l'élaboration de politiques notamment à l'égard de la protection des femmes et le renforcement de la capacité de résilience à travers tous les programmes humanitaires.

2 Reconnaître le rôle des Organisations de Femmes qui opérationnalisent le Nexus et supporter leur leadership promeut une action humanitaire plus efficace. Les donateurs et la communauté humanitaire devraient assurer l'accès des Organisations de Femmes aux échanges internationaux, investir dans le renforcement de leurs capacités pour leur donner accès à des opportunités durables et à long terme, et respecter leur autorité et leur crédibilité.

3 Un financement dédié et des partenariats constructifs avec des Organisations de Femmes sont essentiels pour arriver à l'opérationnalisation du Nexus. Cela requiert la mise en place de modalités flexibles de financement à long terme, la simplification des critères de financement; la participation des femmes à l'élaboration d'appels à propositions et l'élaboration de matrices de risques adéquates.

1 Introduction

Le Nexus est une expression désignée pour décrire l'interaction entre les actions d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix, ainsi que les méthodes utilisées par les différents acteurs pour exécuter le travail dans ces trois sphères. Bien que l'action humanitaire ait adopté, au cours de ces dernières années, une approche plus nuancée tenant compte des concepts de préparation aux urgences, d'actions de redressement sur le long terme, cela ne se fait pas de façon systématique. La communauté internationale travaille encore sur la façon de rendre le Nexus opérationnel, tout en reconnaissant que les acteurs intervenant dans les secteurs d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix ont dépassé les lignes traditionnelles de ce qu'ils définissent comme étant des activités de 'réponses aux urgences', de "développement" ou de "paix".⁶ Il y a une grande incertitude sur ce que représente le Nexus tant en théorie qu'en pratique, avec des inquiétudes sur la façon d'aligner les actions de prévention, de réponse et de développement.

Comprendre le contexte du Nexus est vital, alors que les débats y relatifs se font dans une évolution constante des réalités politiques, sociales et environnementales au fil du temps.

1.1 Historique:

Échanges historiques et Notions du Nexus

Dans les années 90, les premiers échanges relatifs au Nexus tournaient autour du Lien entre l'Aide Humanitaire, la Réhabilitation et le Développement (Linking Relief, Rehabilitation and Development -LRRD) envisageant une nécessité de transition de l'intervention humanitaire à un appui de développement à long terme.⁷ Cela entraîna des dialogues sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes, en se concentrant sur une meilleure transition entre les activités d'aide humanitaire, de réhabilitation et de développement. Ces échanges traitaient des meilleures façons d'établir une connexion entre la gestion des catastrophes et des stratégies durables, avec l'introduction de cadres de résilience.⁸ Dans la pratique, aligner travaux humanitaires et travaux de développement s'est avéré compliqué, vu la difficulté à déterminer le moment spécifique du début de la collaboration entre les principaux acteurs de la mise en œuvre. D'où la critique que le concept de vouloir aligner le développement et l'aide humanitaire à la résilience pour une progression linéaire n'a pas tenu compte de la nature cyclique de la gestion des catastrophes,

où le développement, l'intervention, la préparation et le rétablissement peuvent se regrouper, et travailler souvent simultanément.⁹

D'importants dialogues sur la neutralité humanitaire ont également eu lieu dans les années 90, s'appuyant sur des expériences vécues en Somaliland, au Rwanda et dans l'ancienne Yougoslavie. Suite aux répercussions des attentats du World Trade Center le 11 septembre 2001, le secteur du développement international a commencé à adopter un programme de sécurisation. Au cours de cette période, les budgets destinés à l'assistance et au développement ont été dirigés vers des actions globales pour la sécurité et à la stabilisation,¹⁰ retardant encore plus l'avancement du débat autour du Nexus et de la résilience.

Il a fallu attendre la fin des années 2000 pour que les requêtes exigeant une collaboration plus étroite entre les acteurs des secteurs de l'humanitaire et du développement soient prises en considération. Les besoins d'aide humanitaire ont pris une ampleur dramatique, avec des crises émergentes partout dans le monde et un nombre croissant de personnes dans le besoin.¹¹ Ces nouvelles demandes provoquèrent de nouveaux échanges au niveau international, des gouvernements et des agences commencèrent à repenser les méthodes d'intervention. Le concept d'établir une relation entre l'intervention en cas de catastrophes et le développement sous-jacent a découlé des discussions sur le continuum des interventions d'urgence d'aide humanitaire et de développement, et la manière de s'éloigner de la sécurisation des interventions humanitaires pour aller vers l'intégration de la compréhension des risques ainsi que la prise en compte des conflits au sein de l'intervention.¹² C'est dans un tel contexte que le débat autour du Nexus a reconnu que les besoins des situations d'urgence n'étaient souvent que les symptômes de problèmes sous-jacents rendant vulnérables les personnes et les sociétés, et qu'une intervention internationale efficace devait agir plus pour lutter contre ces causes profondes.

En l'an 2000, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a unanimement adopté la Résolution 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (FPS), requérant des parties, dans son premier document formel et légal, la prévention des violations des droits des femmes en cas de conflits et leur participation dans les négociations pour la paix et la reconstruction post conflit. Au cours des années suivantes, cette résolution a été rejointe par neuf autres¹³ exigeant des changements conséquents contre les violences sexuelles en période de conflits; l'exploitation sexuelle et abus; et la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix. Ces

10 résolutions constituent l'agenda FPS. L'engagement au principe FPS offre l'opportunité d'établir une meilleure collaboration au sein du Nexus et un moyen de faire avancer le financement de ce qui a été, à date, un secteur de l'action humanitaire profondément sous-financé.¹⁴

L'agenda FPS a été élaboré aux côtés d'autres accords internationaux dont l'engagement porte sur la reconnaissance des plans de développement définies par les nations et dirigés localement, tels que le New Deal pour l'Engagement dans les États Fragiles en

2011, les Objectifs de Développement Durables des Nations Unies en 2015 (ODD)¹⁵ et les Engagements du Sommet Mondial sur l'Action Humanitaire en 2016, ainsi que le Grand Bargain dont les recommandations encouragent une étroite collaboration entre les acteurs du développement et ceux des actions humanitaires. Ces résolutions ont été prises face à l'apparition de catastrophes et de conflits sensibles sur de longues périodes, et la reconnaissance que les notions de consolidation de la paix et de sécurité devraient faire partie du discours humanitaire.

Agenda FPS et Considérations sur l'Équité de Genre dans le cadre du Nexus:

La Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), adoptée en l'an 2000, a été le premier document officiel et légal émis par le Conseil de Sécurité pour demander aux parties impliquées dans les conflits de respecter les droits des femmes et d'appuyer leur participation aux négociations de paix, ainsi qu'aux activités de développement¹⁶. Elle est constituée de quatre piliers qui peuvent contribuer à réduire les violations contre les femmes: 1) la prévention; 2) la protection; 3) la participation; et 4) consolidation de la paix et redressement. L'intervention d'urgence et le rétablissement concernent directement l'inclusion de l'action humanitaire et invitent les acteurs à appliquer une perspective axée sur le genre lors des interventions relatives aux crises internationales, en considérant, par exemple, les besoins des femmes et des filles dans les interventions humanitaires.

Considérant que les débats autour du Nexus admettent que les besoins en situation d'urgence sont souvent les symptômes de causes profondes rendant vulnérables des personnes et des sociétés, et considérant que l'agenda FPS engage les acteurs des secteurs d'aide humanitaire et du développement, il est tout naturel d'intégrer la paix à cette approche. Ce faisant, nous reconnaissons l'importance de la résolution et de la prévention de conflits pour mettre fin aux besoins d'aide humanitaire, réduire la pauvreté et assurer un développement durable¹⁷. Toutefois, l'interconnexion entre la résolution de conflits et la fin des besoins d'aide humanitaire a été critiquée comme étant le point le plus ambigu et le moins recherché dans les deux approches, le Nexus et l'agenda FPS¹⁸ - souvent ne tenant pas compte de l'impact de l'analyse de genre et de l'inclusion des Organisations de Femmes dans la conversation.

Considérant que les inégalités de genre sont souvent les causes fondamentales de la vulnérabilité

et des risques au sein des communautés, et que l'autonomisation des femmes peut contribuer efficacement à construire la résilience, à rechercher les facteurs de risques, cela implique aussi de placer l'équité de genre au centre des débats sur le Nexus¹⁹. Néanmoins, 6.3 milliards de dollars américains par année, soit 5% de l'aide bilatérale totale a été dédié à l'équité de genre en 2019-2020 comme objectif principal du programme, révélant un fossé dans la mise en œuvre de la connexion entre l'agenda FPS et l'action humanitaire²⁰. Le FPS propose aux acteurs des secteurs d'aide humanitaire et de développement de lever le défi pour atteindre les objectifs de participation, de prévention, de protection et de réponse aux urgences et de rétablissement des femmes et des filles vivant dans des zones de conflits, car ils doivent aller au delà de la prise en compte des acteurs locaux d'assistance humanitaire, particulièrement des femmes et des filles, en tant que "bénéficiaires d'assistance" pour aussi les impliquer en tant qu'acteurs actifs du changement, des partenaires responsables et défenseurs de l'action humanitaire.²¹

L'équité de genre est un domaine important de regroupement (et, par moment, de jonction) d'engagement des acteurs d'aide humanitaire, de développement et de paix - créant un milieu considérablement favorable aux essais pratiques des approches du Nexus - mais cela ne peut devenir réalité sans la participation active des femmes, des filles et de leurs organisations dans la démarche. La mise en œuvre d'une approche Nexus promouvant l'intégration des femmes fournirait l'opportunité d'améliorer la justice de genre, moyennant l'appui à long terme des organisations pour les droits des femmes et celles dirigées par des femmes et l'assurance de l'intégralité des droits des femmes dans les interventions immédiates et dans les solutions à long terme.²²



Photo: Saw Lay Dar Du/ActionAid

Des femmes leaders à Kyun Kalay, au Myanmar, font la promotion pour le développement et des moyens d'existence durables dans leur village en réponse aux inondations (2019)

Progression au sein du Nexus et inclusion de l'agenda du FPS dans le Débat sur l'Aide Humanitaire

Le nombre de personnes vivant dans des zones fragiles et affectées par les conflits est sans précédent. Selon une estimation du HCNUR (Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés), en 2022, 100 millions de personnes seront déplacées par des crises en spirale dans le monde²³. Cette année, en 2022, un nombre estimatif de 274 millions de personnes à travers le monde aura besoin d'aide humanitaire, et les Nations Unies auront besoin du montant record de 41 milliards de dollars pour répondre à 63 crises humanitaires à travers le monde.²⁴ Ce qui soulève des inquiétudes sur les capacités des Etats fragiles à répondre aux situations d'urgence, avec l'Organisation pour la Coopération Économique et le Développement (OCED) prévoyant que 80% des personnes vivant dans la pauvreté vivront dans des conditions fragiles d'ici 2030.²⁵ La pandémie du Covid-19 a également exacerbé des fragilités et des inégalités préexistantes pour ceux qui étaient affectés par les situations d'urgence, particulièrement les femmes et les filles,²⁶ en estimant à 47 millions le nombre additionnel de femmes qui seront mises en situation d'extrême pauvreté en conséquence directe du Covid-19.²⁷ Les conflits, la fragilité et les crises associés à la pauvreté et l'inégalité, forment les sources entremêlées de la

vulnérabilité requérant une action intégrée et concertée pour les contrecarrer.

La pandémie du Covid-19 a également mis en exergue le rôle critique des acteurs locaux, particulièrement des organisations pour les droits des femmes et des organisations dirigées par des femmes au sein des opérations humanitaires, travaillant à toutes les étapes de l'action humanitaire.²⁸ Les donateurs, les agences UN et les ONG internationaux ont discuté de la nécessité d'effectuer un changement radical au niveau des approches de financement et de partenariat au niveau du système humanitaire,²⁹ mais malgré l'ampleur des situations d'urgence et les nombreuses discussions internationales, ces acteurs continuent à travailler dans l'obscurité. Le système humanitaire demeure aveugle³⁰ aux questions relatives au genre; les acteurs humanitaires prennent l'habitude de mettre l'agenda du FPS de côté, le voyant comme un rattachement de la consolidation de la paix et n'intègrent pas les droits des femmes et l'équité de genre dans leur programme de travail. Ceci limite énormément l'action humanitaire avec une portée sur la transformation des genres et laisse dans l'ignorance le rôle joué par les organisations locales, particulièrement les organisations pour les droits des femmes, pour aller au-delà du Nexus.

Le Nexus défini par les différents partenaires:

Les conversations autour du Nexus continueront leur progression parallèlement à l'environnement socio-économique et politique. Suite aux leçons apprises de la pandémie du Covid-19, il y a plus de sensibilisation sur la complexité des crises et la nécessité de trouver une approche synergique pour consolider les capacités et les ressources afin d'obtenir des résultats durables - une situation qui place alors les discussions relatives au Nexus aux premières loges des débats de politique internationale. Cependant, malgré les engagements formulés de la communauté internationale à l'égard du Nexus,³¹ il n'y a toujours aucune certitude sur les moyens qu'utiliseraient les Nations Unies pour répondre aux facteurs économiques et politiques des conflits, de crises et de la fragilité³², n'existant pas non plus une définition unanime du Nexus ni de ses limites conceptuelles.

Les difficultés pour définir le Nexus commencent avec la décision d'un accord sur les priorités, les cadres d'application et les principes. Les approches apolitiques et axées sur les besoins de l'humanitarisme diffèrent des approches politiques à long terme et axées sur les droits des acteurs des secteurs du développement et de la consolidation de la paix³³. Parallèlement, les politiques internationales ont souvent été accusées de bloquer l'action internationale en faveur d'une approche améliorée et intégrée pour la paix mondiale. Par conséquent, au cours des discussions sur le Nexus, les différents acteurs interprètent les éléments différemment, en fonction de leurs intérêts et agendas respectifs. Pour les organisations non gouvernementales internationales, cela implique généralement l'intégration d'une prise en considération de la dimension des conflits, l'appui à la cohésion sociale ou la consolidation de la paix - même s'il est entendu que ces besoins doivent être accompagnés de démarches officielles.³⁴

Les donateurs ont fondé le Nexus sur des modalités de financement et le "renforcement de la complémentarité" au sein des programmes. En 2019, la recommandation du Comité d'aide au développement de l'OCED (CAD) a soumis une liste de principes de travail aux donateurs du DAC concernant le Nexus, consolidant ainsi les engagements des donateurs envers cet agenda et en y ajoutant une composante de paix afin d'arriver à une version transformée du Nexus.³⁵ La recommandation a été formulée ainsi: "elle consiste à renforcer la collaboration, la cohérence et la complémentarité. Son but est de mettre à profit les avantages comparatifs qu'offre chaque pilier dans la mesure où ils sont utiles à la situation considérée - afin de réduire la vulnérabilité globale et le volume des besoins non satisfaits, de renforcer les capacités en matière de gestion des risques et de lutter contre les causes profondes des

conflits"³⁶ Les membres donateurs doivent intégrer dans leurs propres politiques les recommandations sur la prévention, la mitigation et la consolidation de la paix; une programmation conjointe dans un environnement à risques; des activités fondées sur le principe "ne causer aucun tort" à personne.

Même au sein du Système des Nations Unies, il existe différentes connotations du Nexus. Par exemple, "l'approche de l'UNICEF par rapport au NHD met l'emphase sur certaines initiatives clés, comme le renforcement des systèmes, le développement de programmes d'informations sur les risques, l'encouragement de la participation communautaire, la planification et la préparation des situations d'urgence, le maintien des partenariats et la mobilisation des ressources vitales."³⁷ UNOCHA l'envisage plutôt sous l'aspect d'une Nouvelle Méthode de Travail, servant à "travailler pour atteindre des objectifs communs visant la diminution des besoins, des risques et de la vulnérabilité sur plusieurs années, en misant sur l'avantage comparatif de disposer d'une grande diversité d'acteurs"³⁸

Bien qu'il y ait un discours clair visant une solide collaboration entre les acteurs des secteurs comme la coopération au développement, l'action humanitaire et la consolidation de la paix, il faut toutefois noter que la majorité de ces échanges provient des perspectives des agences de mise en œuvre - et discutent surtout de la coopération des différents acteurs internationaux et des initiatives internationales. Dans un tel contexte, le Nexus a été défini selon les points de vue et les expériences des donateurs et des agences de développement, en lieu et place des points de vue et des expériences des plus affectés - c'est -à-dire les acteurs locaux, et plus précisément les organisations des droits des femmes et les organisations dirigées par des femmes. Ce qui révèle une incompréhension de la manière dont vivent et réagissent les communautés, particulièrement les femmes, les filles et leur entourage face aux situations de crise.

Les espaces de la société civile, spécifiquement les organisations dirigées par les femmes et les filles, sont les lieux où se réalisent le plus d'interconnexion entre les activités d'assistance humanitaire, de développement et de paix. De plus, ces dernières années, ils ont montré la voie en interprétant extensivement et de manière intersectionnelle un certain nombre des résolutions du FPS.³⁹ Néanmoins, il semble qu'une politique ait été développée au sein du Nexus par les forums internationaux sans tenir compte des voix des acteurs les plus importants.

1.2 Méthodologie et Approche de Recherche

Cette recherche réunit les expériences des femmes leaders et des femmes membres des organisations des droits des femmes, des organisations dirigées par des femmes et des mouvements féministes en Haïti, au Liban, au Myanmar et au Somaliland qui ont été affectées et ont mené des interventions dans leurs communautés. Dans chaque contexte, elles ont cherché à comprendre pourquoi les inégalités se produisent, explorant les synergies entre leur travail dans l'assistance humanitaire, le développement et la consolidation de la paix, une démarche qui n'a souvent pas de titre formel.

Cette recherche a employé une approche de méthodes mixtes, incluant la révision de la littérature/ des documents, la collecte et l'analyse d'éléments qualitatifs et la quantification des éléments qualitatifs par le biais d'un sondage dans tous les contextes. ActionAid a travaillé en collaboration avec des organisations des droits des femmes, des organisations dirigées par des femmes en Haïti, au Liban, au Myanmar et en Somaliland, assurant leur leadership dans le déroulement de la recherche, l'analyse des données, la validation des résultats et des recommandations. Les données primaires ont été collectées lors d'entretiens avec 53 informatrices clés et 18 groupes de discussion dans chaque pays. 178 femmes leaders, organisations des droits des femmes, des organisations dirigées par des femmes ont participé à la collecte de sondages quantitatifs.⁴⁰ Les résultats préliminaires des recherches ont été partagés avec toutes les participantes avant la finalisation du rapport pour permettre des échanges de commentaires sur l'analyse initiale, la validation des résultats et avoir leur soutien dans le co-développement des recommandations finales.

ActionAid adopte une approche féministe de la recherche, qui est considérée comme un outil de changement de pouvoir. Les éléments et les résultats des recherches peuvent servir à démontrer les potentiels préjugés des opinions et de questionner comment et où le pouvoir manifeste négativement et reproduit l'oppression. Les principes féministes de la recherche de ActionAid⁴¹ mettent l'accent sur des "faits vécus par les personnes" qui visent l'autonomisation, la solidarité et le changement de pouvoir. Dans cette perspective, l'approche féministe de la recherche d'ActionAid place au centre les expériences et les droits de ceux qui sont les plus marginalisés et interroge avec eux la raison des inégalités. Cette approche provient de notre engagement envers le féminisme intersectionnel en tant qu'idéologie, cadre analytique et stratégie de changement dans nos approches d'élaboration

de programme, de politique et de recherche - où nous œuvrons pour le partage de pouvoir, pour la responsabilité et pour la protection des droits et du bien-être des filles et des femmes avec lesquelles nous interagissons à toutes les étapes de notre travail.

Ainsi, ActionAid œuvre pour réaliser des recherches qui priorisent les perspectives des femmes et des jeunes personnes, qui valident leurs connaissances et les mettent en contact avec les preneurs de décision afin qu'ils puissent créer leur propre changement.⁴² Partant d'un contexte féministe intersectionnel, nous reconnaissons que le concept de genre ne peut influencer seul un fondement d'inégalité structurelle. Les pouvoirs et les privilèges sont vécus différemment par différents groupes de femmes, à différents moments de leurs histoires et dans des contextes variés.⁴³ Cette conception soutient notre propre programme humanitaire, en centralisant nos actions pour le changement des pouvoirs et des responsabilités dans les communautés, et en priorisant le leadership des femmes et des jeunes personnes pour mettre un frein aux systèmes d'inégalités et aux structures qui les alimentent.⁴⁴ Par conséquent, cette recherche a utilisé une approche participative, réflexive et féministe pendant tout son déroulement, en établissant des principes éthiques, et en développant conjointement des questions avec les participantes de la recherche.

L'objectif central de nos programmes et la signature humanitaire de ActionAid tirent leur fondement des principes féministes, renforcés par notre compréhension et notre expérience du changement de pouvoir en faveur des communautés locales, particulièrement dans le cadre de nos partenariats avec les organisations des droits des femmes et les organisations dirigées par des femmes. Cela se fait par la valorisation du leadership des femmes et de leurs organisations, touchées par des crises, pour garantir notre engagement envers les communautés affectées et répondre de manière significative aux besoins des femmes et des filles selon leurs besoins et leurs réalités contextuelles. Ainsi, le tout s'exerce dans l'obligation de garantir la durabilité et le renforcement de la résilience des femmes leaders, en les rendant capables de s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité dans leurs communautés.⁴⁵

2 Résultats

Malgré les lignes directrices artificielles imposées par les acteurs internationaux au niveau des activités d'assistance humanitaire, de développement et de consolidation de la paix, les Organisations de Femmes avec lesquelles nous avons parlé, travaillent en adoptant le Nexus pour répondre à de multiples risques, tels que le changement climatique, les conflits et les situations d'urgence à développement rapide. Nos constats ont été organisés autour des thèmes suivants: (a) un programme axé sur une approche transformatrice du genre et un démantèlement des inégalités structurelles sont favorables à l'approche Nexus; (b) une mise en application du Nexus dans la pratique; et c) un accès à un développement durable et à long terme.

2.1 Un programme axé sur une approche transformatrice du genre et un démantèlement des inégalités structurelles sont favorables à l'approche Nexus

Les résultats ont montré clairement que les plans actuels d'intervention en situation d'urgence ne prennent pas toujours en considération les inégalités relatives au genre, entraînant la création d'un programme aveugle à la problématique du genre et une absence de priorisation des services spécifiques aux femmes durant les crises. Cela fut noté comme une faille des acteurs internationaux dans la compréhension

des causes fondamentales de la discrimination, d'où leurs difficultés à développer des programmes allant au-delà des initiatives humanitaires, généralement à court terme, pour sauver des vies.

Reconnaître et identifier les causes fondamentales des inégalités que vivent les femmes et les filles dans les situations d'urgence, permet l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme humanitaire efficace, axé sur une approche transformatrice du genre⁴⁶, ainsi que des activités de développement et de consolidation de la paix. Cette étape constitue un point de départ critique pour arriver à une approche Nexus qui remet en question les normes relatives au genre, les inégalités et contribue à un objectif sous-entendu, la cohérence entre les activités d'aide humanitaire, de développement et de paix dans le but de réduire véritablement les risques et les vulnérabilités, tout en appuyant simultanément les activités de prévention. Pour y arriver, il faut avoir une bonne compréhension des inégalités structurelles et économiques, rencontrées tant au niveau communautaire que national, et se rendre compte de leur relation.

Inégalités structurelles et Stigmatisation Sociale

Nos résultats ont démontré comment dans chaque pays, la stigmatisation sociale et les comportements patriarcaux rendent les femmes et les filles vulnérables durant les crises, créant une incompréhension des droits des femmes et des filles et l'acceptation des normes sociales qui priorisent les statuts et les besoins



Une organisation de femmes au Myanmar, supportée par ActionAid, promeut le développement et des moyens d'existence durables dans leur village (2019)



Les femmes en Haïti participent à la sensibilisation pour le port du masque, un moyen pour empêcher la propagation du Covid-19 (2020)

Photo: ActionAid

des hommes et des garçons dans une société. Au Liban des participantes ont commenté

“les hommes et les femmes affrontent les [mêmes] crises, mais les risques ne sont pas les mêmes. Les femmes et les filles sont plus vulnérables aux risques”.

Les femmes leaders en Haïti ont signalé comment les femmes sont plus susceptibles d'être exposées au Covid-19, car elles représentent les professionnelles de première ligne du secteur de la santé et de soins. Des participantes au Myanmar ont dénoncé l'impact sévère de la hausse des prix des produits de première nécessité après une situation d'urgence sur les femmes, car elles sont souvent celles en charge de tâches ménagères donc plus susceptibles de rater des repas pour privilégier les besoins de leurs familles.

L'inégalité de genre peut être liée à d'autres formes de discrimination à l'égard de l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, l'origine ethnique ou le handicap. Ces points ont été soulevés par les participantes du Myanmar lors des échanges sur les discriminations additionnelles qu'affrontent des personnes et certaines minorités dans les camps de déplacement, où elles peuvent être l'objet de stigmatisations additionnelles et sans accès aux services d'information de la santé publique. Des représentantes des Organisations pour les Droits des Femmes interviewées ont confirmé que les femmes du groupe LGBTQ+ étaient moins susceptibles de participer aux activités à cause de discriminations. Cela a entraîné une évaluation moins précise de leurs besoins et des difficultés à mobiliser des ressources pour leur groupe. L'absence d'une analyse des besoins sur le plan interactionnel de ceux exposés au plus grand risque de marginalisation

avant, pendant et après les situations d'urgence vient augmenter les risques pour les femmes et les filles.

Inégalité Économique et Protection Sociale Limitée

Les femmes et les filles sont confrontées à un manque de sécurité en matière d'emploi et d'éducation et sont souvent les premières à être écartées du lieu de travail ou du système éducatif lorsqu'une crise survient.⁴⁷ C'est en partie dû au fait que les femmes sont souvent surreprésentées dans le secteur informel. Des participantes du Myanmar soutiennent en effet que les femmes sont souvent plus susceptibles d'être embauchées dans les secteurs précaires comme les manufactures de vêtements et sont souvent les premières à perdre leur travail dès l'arrivée d'une crise. Pendant les périodes de quarantaine, les responsabilités des femmes au foyer ont augmenté avec la fermeture des écoles, la charge d'éduquer leurs enfants retombant ainsi sur leurs épaules. Au Liban, par exemple, des participantes ont expliqué comment “les femmes étaient obligées de trouver un équilibre entre leur travail, pour celles qui étaient des salariées,, et l'enseignement en ligne”, créant une situation où “toutes les responsabilités du foyer leur tombaient sur le dos”. Une inquiétude soulevée également en Haïti et au Somaliland où les interviewées ont fait état de l'augmentation des défis économiques des femmes, vu le nombre réduit de femmes embauchées dans le secteur agricole à cause des pertes de récoltes, lequel a entraîné une baisse d'autonomie et a fait planer une incertitude sur leur survie dans le long terme. Avec la diminution des perspectives d'emploi, certaines participantes ont indiqué que les femmes étaient obligées ou ont été forcées d'accepter des emplois et des situations où elles sont exploitées, quelques-unes mentionnant même l'augmentation des mariages forcés et le travail sexuel. Elles ont partagé leurs

inquiétudes sur le nombre croissant de filles à se marier pendant les périodes de crise, y compris l'échange de filles pendant les négociations de paix, en faisant fi de tout respect de leurs droits.

Intensification de la Violence Basée sur le Genre (VBG) et absence de considération des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR)

L'augmentation des cas de violence basée sur le genre (VBG) en période d'urgence est particulièrement fréquente et très documentée.⁴⁸ Dans les quatre pays, l'augmentation des cas de VBG pendant les périodes d'urgence et la réduction des services y relatifs est l'une des plus grandes inquiétudes, comportant de multiples risques pour les femmes et les filles. En discutant des conséquences du Covid-19, des explosions à Beyrouth en 2020 et des crises économiques qui ont suivi, les participantes du Liban ont révélé que "la violence a augmenté sous toutes les formes : physique, mentale et sexuelle". Les participantes au Myanmar ont fait état des cas de VBG en périodes de conflits, créant des situations où les femmes et les filles ne se sentaient en sécurité ni dans les espaces publics ni dans les espaces privés, l'une d'entre elles a même attesté que

"les femmes et les filles subissent des VBG tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs foyers. Elles sont opprimées à cause des normes culturelles et des croyances sociales."

Au Somaliland, une étude sur la sécheresse réalisée par le Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Famille a relevé qu'une augmentation de 25% des cas de VBG est causée par la sécheresse, provoquant la multiplication des cas de violence domestique, des viols, des mariages précoces ou forcés et le refus de fournir des ressources aux femmes.

Des remarques soutiennent que les processus de planification liés aux interventions d'urgence étaient fortement dominés par les hommes et militarisés – ce qui a entraîné une augmentation des cas de violences sexuelles perpétrées contre les femmes réfugiées et les déplacées internes (Internal Displaced Persons - IDP), qui n'ont pas d'informations claires sur les mécanismes de dénonciation de ces actes et sur l'existence de soutien. La présence de forces de sécurité additionnelles dans les zones de conflits des régions du Myanmar a été reçue avec prudence et méfiance, des participantes ont fait état des risques de violence sexuelle et de harcèlement provoqués par ces groupes. Une participante a souligné que "nous n'avons aucune

idée de l'endroit où aller pour demander de l'aide si nous sommes victimes de violence" et une autre a ajouté "nous ne pouvions rien faire quand les cas de VBG se produisaient". Ces points ont été soulevés par les participantes des quatre pays. Elles ont souligné que les survivantes de cas de VBG étaient incapables de dénoncer les incidents à cause des normes culturelles et de la stigmatisation associées, ce qui crée une culture du silence et un manque de mécanismes adéquats de dénonciation.

Les participantes ont poursuivi en énonçant comment les crises intensifient les besoins sanitaires spécifiques des femmes et des filles et les empêchent d'accéder aux services de santé, en mettant l'accent sur les Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR). Une femme du Myanmar a témoigné

"dans certains camps, il n'y a pas de kits de dignité pour les femmes ayant leur menstruation. Les kits n'ont pas assez de serviettes hygiéniques"

Il a été signalé que les revenus disponibles pour l'hygiène et les produits sanitaires des femmes étaient moindres, car les prix augmentaient pendant les situations d'urgence et les finances des ménages étaient utilisées pour d'autres besoins, telle que l'acquisition de matériels préventifs pendant la pandémie de Covid-19. Une participante du Liban a précisé que cette question a été "négligée" par les décideurs politiques, par conséquent "les femmes n'avaient pas les moyens de se procurer de produits sanitaires".

Santé Mentale et Bien-Être des Femmes et des Filles pendant les Périodes d'Urgence

Les besoins en santé mentale des femmes et des filles ont également augmenté pendant les périodes de crise avec l'intensification des pressions externes et moins d'accès aux structures de support. Les participantes ont parlé de la charge mentale portée par les femmes pendant les périodes d'urgence, les pressions familiales ayant souvent un impact disproportionné sur leur rôle traditionnel dans le foyer. Au Myanmar, une femme a partagé comment "ces fardeaux reposent plus sur les femmes alors que femmes et hommes vivent les mêmes inquiétudes et les mêmes insécurités" et au Liban "toute la pression est déposée sur les épaules de la femme au point qu'elle pourrait exploser". Il y a une demande croissante de services de santé mentale évoquée dans les rapports de ces pays. Toutefois, l'accès aux structures de soutien a été décrit comme

étant instable et limité, manquant constamment de financement dédié aux services de santé mentale.

Pourquoi est-ce important pour le Nexus?

Notre recherche révèle comment les femmes et les filles sont affectées disproportionnellement dans les contextes de crise, les Organisations de Femmes insistent sur le fait que les programmes humanitaires n'en tiennent souvent pas compte. Les inégalités et les discriminations auxquelles elles sont confrontées dans de tels contextes affectent tout travail humanitaire, de développement ou de consolidation de la paix. Lorsque ces problèmes s'accroissent et ne sont pas traités au cours d'une crise, il devient plus difficile pour les activités de développement et de consolidation de la paix d'être significatives.

Comprendre l'ampleur de l'impact des urgences humanitaires sur les différents groupes de femmes et d'hommes, à la fois dans l'immédiat et à long terme, est une étape inévitable au développement d'une approche intégrée, englobant les activités de préparation, d'intervention et de relèvement. Par exemple, examiner comment la violence basée sur le genre peut déstabiliser et réduire la confiance au sein des communautés (la confiance en l'Etat, quand de telles violences sont commises par les forces de l'ordre); ou comprendre comment les inégalités des conditions de vie des femmes et leur faible participation économique peuvent freiner la croissance et le relèvement d'une communauté, permet de confirmer l'importance de l'analyse comparative entre les sexes. Fournir uniquement de l'assistance humanitaire, sans aborder les causes fondamentales de l'inégalité structurelle, rend peu probable la réalisation d'un changement significatif dans la résilience, le développement ou l'instauration de la paix dans les communautés.

En ignorant l'analyse structurelle et économique des inégalités, de même qu'en minimisant la violence disproportionnée que vivent les femmes et les filles en périodes d'urgence, nous faisons rater des opportunités importantes de changement. Comme première étape de la cohérence de travail entre différents acteurs des secteurs d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix, il faut examiner comment ils peuvent collaborer pour lutter ensemble contre les normes et les inégalités liées au genre. Une analyse conjointe et basée sur une approche transformatrice du genre peut constituer le point de départ d'une approche Nexus qui aborde les questions relatives aux normes et aux inégalités sexuelles, et contribuer à un objectif sous-jacent, la cohérence des efforts des secteurs d'assistance humanitaire, de développement et de consolidation de la paix.

2.2 Une mise en application du Nexus dans la pratique

Dans les quatre pays où les sondages ont été effectués, 95% des Organisations de Femmes interviewées ont fait part de la nécessité d'établir de meilleures connexions dans le travail réalisé par les ONG internationales en faveur des communautés affectées par les crises, dans un objectif de préparation, d'intervention et de rétablissement après une situation d'urgence.

Il y avait une perception que les ONG internationales étaient programmées pour les interventions d'urgence immédiate et ne se souciaient pas souvent des interventions à long terme ni de la construction de la résilience. Les participantes ont également souligné une incompréhension et un manque de connaissance des besoins des femmes et des filles de la part des



Photo: Fabienne Doucet/ActionAid

Distribution de kits de dignité à Jacquet, en Haïti, par des femmes leaders en urgence, encadrées par ActionAid (2021)

acteurs impliqués dans la planification et la mise en œuvre des interventions, surtout quand l'attention de l'international et du gouvernement est concentrée ailleurs. Les Organisations de Femmes rencontrées nous ont informé que l'absence de programmes des acteurs internationaux avec une approche Nexus, entravait leurs opérations. Dans un tel contexte, les femmes leaders et leurs organisations ont dû trouver des mécanismes alternatifs pour appliquer le Nexus, en répondant aux besoins de ceux qui ont le plus de risques de marginalisation au sein de leurs communautés.

Les Dangers d'une Approche "Unique" dans les Contextes de Crise

Les interventions durant les crises devraient toujours être fondées sur une analyse sexospécifique et du contexte pour répondre aux besoins de la communauté en général. Cependant, l'une des principales conclusions de la recherche était la perception que les acteurs internationaux lançaient des activités d'aide humanitaire sans vraiment comprendre le contexte et l'histoire du pays où ils opèrent. Les organisations pour les droits des femmes du Liban ont admis que même si en principe le travail humanitaire vise une réponse immédiate aux besoins créés par une crise, "quand cela se produit dans une société où il y a de la discrimination et des besoins pré-existants, intervenir uniquement dans le cadre de la situation d'urgence en soi n'est pas suffisant - cela crée un cumul de conséquences." Ce commentaire faisait référence aux explosions de Beyrouth en août 2020, un événement qui a exacerbé les situations de stress pré-existantes des femmes et des filles au Liban, faisant référence au Covid-19 et à l'instabilité économique.⁴⁹ Contextualiser toute planification d'intervention humanitaire est d'une importance capitale, ce qu'une participante du Liban a confirmé en disant

"il y a des ONG qui fournissent des services dans la zone dans le cadre de la situation d'urgence mais ils n'abordent pas les problèmes concernant les femmes ou d'autres inégalités structurelles, cela n'est pas efficace sur le long terme."

La récurrence de situations d'urgence liées au changement climatique crée un cercle vicieux de vulnérabilités pour les États affectés, avec des organisations des droits des femmes en Haïti et en Somaliland signalant les impacts de ces événements sur le genre, l'augmentation des difficultés économiques des femmes et des risques accrus de VBG.⁵⁰ Par exemple, les impacts du climat sur la rareté de nourriture ou sur l'accès à

l'eau potable affectent directement la capacité des femmes des zones rurales à nourrir leurs familles et peuvent causer une perte de revenus et de moyens de subsistance.⁵¹ Les conséquences résiduelles de telles pertes peuvent éroder les capacités des femmes à s'adapter au changement climatique sur la durée et les entraîner dans une spirale de vulnérabilité, rendant plus difficile la diminution et la gestion des risques relatifs au changement climatique.⁵² Les Organisations de Femmes interviewées en Haïti et au Somaliland ont souligné que travailler dans le cadre d'une situation d'urgence relative au climat signifiait que les organisations devaient choisir à quelle urgence répondre, créant un "cercle vicieux entre inondations, glissements de terrain et les interventions en cours". Le tout fait appelle à une compréhension du contexte. Cependant, malgré leurs actions en première ligne des interventions relatives aux crises climatiques, les femmes sont souvent marginalisées des processus de prise de décision sur les urgences climatiques, que ce soit au niveau régional, national ou mondial.⁵³

Il faut aussi reconnaître les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs d'assistance humanitaire et de développement en absence de paix. Les participantes au Somaliland ont remarqué que dans les régions où les communautés étaient victimes de conflits récurrents, il y avait un plus grand besoin de discussions autour de la prévention et de la résolution des conflits dans le cadre du travail humanitaire. Comme expliqué par une femme leader du pays,

"les conflits sont des facteurs pré-existants, déclencheurs de problèmes comme la VBG - à cause de la récurrence des conflits, plus de filles deviennent des épouses à un jeune âge, une pratique dans les processus de réconciliation."

La notion d'"absence de paix" ou le fait de ne pas saisir comment les conflits affectent les activités d'aide humanitaire et de développement, a été soulevé comme une question d'appréhension sur la façon de parvenir aux droits et à la liberté individuels dans un environnement de violence, mais aussi sur l'incapacité de mener des activités axées sur le développement dans d'autres domaines de manière significative, tels que l'éducation et les soins de santé.⁵⁴ Les participantes au Myanmar ont confié leurs inquiétudes sur le nombre décroissant d'espaces de fonctionnement de la société civile dans la région, en dépit du rôle central joué par les Organisations de la Société Civile dans la coordination et la programmation des interventions des secteurs de l'humanitaire et du développement. Une participante a expliqué comment cela a révélé le manque de coordination entre les

acteurs du développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix:

“si nous voulons développer notre pays, nous devons inclure les activités de consolidation de la paix. Il en est de même pour les activités de plaider pour l'équité de genre. Si nous ne faisons que du développement sans inclure la paix, le changement ne sera que temporaire. Nous ne pouvons tout simplement pas choisir une approche unique pour chaque crise”.

En Haïti, les femmes ont témoigné comment la violence et l'instabilité constituaient des obstacles à la réalisation d'interventions humanitaires efficaces. Les Organisations pour les Droits des Femmes ont signalé que les barrages routiers, la contrebande, la violence sexiste et les enlèvements par des groupes armés constituaient des barrières à la gestion d'espaces sûrs réservés aux femmes et à l'accès aux communautés dans les régions reculées.

Problèmes Causés par des Besoins Déterminés au Niveau International

Une participante au Liban a commenté: “les acteurs internationaux viennent avec une expérience d'interventions d'urgence avec l'intention de répondre aux besoins immédiats. Le problème réside dans ce que nous devons leur dire sur nos besoins existants et la stratégie que nous utilisons.”

Dans tous les contextes, les Organisations de Femmes ont mentionné qu'elles devaient respecter les exigences des donateurs sinon elles ne recevraient pas de financement pour les activités en cours, ressentant parfois l'obligation de “modifier leur champ d'activités afin d'obtenir des fonds”, lorsqu'une nouvelle urgence survient. Une femme leader en Haïti a fait la remarque qu'apporter leur soutien aux ONG internationales en période de crise humanitaire pouvait “paralyser” leur travail en cours, car elles devaient changer rapidement de priorité, et d'autres femmes leaders opinant sur la question ont affirmé que “c'est comme appuyer sur le bouton pause pour les activités qui ne sont plus prioritaires pour les donateurs”. Des commentaires similaires ont été recueillis d'une participante au Liban qui a indiqué qu'après les explosions de Beyrouth, une ONG internationale avait fermé une école pour enfants réfugiés qui employait vingt enseignantes et alloué les fonds pour soutenir ceux affectés par les explosions de Beyrouth. Plusieurs participantes ont également confirmé que les projets, annoncés par les ONG



Photo: Anderson Pierre/ActionAid

ActionAid Haïti a piloté l'approche féministe pour la protection des femmes dans les communautés en 2021, où des femmes et des filles réclament leurs droits à la sécurité et la dignité. Une élève qui a participé au projet parle de son droit à l'éducation durant les temps de crise

internationales, qui devaient employer des femmes avant les explosions, avaient été suspendus après.

Avec l'attention et le financement dirigés ailleurs, les femmes peuvent se retrouver marginalisées et leurs besoins mis de côté lors des situations d'urgence. Un exemple flagrant de cet état de fait est la mise à l'écart des services relatifs aux Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR), destinés aux femmes et aux filles à cause de la réaffectation des fonds alloués. Une participante du Liban a expliqué que “les problèmes des femmes sont mis de côté, et la priorité est accordée à la crise [...] ces problèmes [violence et VBG] deviennent secondaires [...] même les interventions qui étaient en cours sont interrompues.”

Au Liban, la majorité des groupes de discussions a soutenu que pendant des crises comme la pandémie du Covid-19 et les explosions de Beyrouth, les femmes étaient marginalisées et leurs besoins déterminés non prioritaires.⁵⁵ Des inquiétudes ont aussi été soulevées par les femmes de Somaliland pour dire qu'elles n'étaient pas en mesure de poursuivre de manière significative leurs activités quotidiennes tout en répondant aux événements climatiques nouvellement financés:

“l’arrivée des crises et des sécheresses signifiait que nous devions modifier toute la programmation faite autour de la protection et l’autonomisation des femmes pour mettre en œuvre des projets qui répondent aux besoins immédiats de la communauté comme la distribution d’eau, de nourriture et la réinstallation des personnes déplacées. Le tout est parfois oublié.”

Il est important de noter que toute réaffectation de fonds ou tout arrêt d’activité de préparation et de développement peut ralentir les progrès sociaux réalisés dans la prévention contre la VBG, avec des conséquences potentiellement dévastatrices à long terme pour les personnes les plus susceptibles d’être marginalisées.⁵⁶

Aller au-delà des Interventions à court terme du Secteur Humanitaire

Les Organisations de Femmes impliquées dans la recherche avaient le sentiment, que les récentes interventions humanitaires réalisaient des actions de soulagement temporaire des symptômes des crises au lieu d’investir dans la résilience des communautés face à de futures crises. Elles ont fait état de l’ampleur disproportionnée des interventions des donateurs dans les situations d’urgence soudaines, le financement d’activités de courte durée, en comparaison au financement d’actions à long terme, malgré les contextes de crises prolongées. La majorité des Organisations de Femmes consultée pensait que les financements des donateurs n’étaient pas suffisamment flexibles pour répondre à leurs besoins. Du nombre total de femmes leaders qui ont pris part au sondage, la majorité des organisations (51%) a décrit le financement reçu comme étant de courte durée avec une flexibilité limitée, et une minorité (10%) a confirmé avoir reçu du financement à long terme avec un niveau de flexibilité acceptable. Pour répondre de façon adéquate à une situation d’urgence, 79% des participantes ont parlé de leurs besoins d’obtenir du financement pour les coûts de base, 76% d’un financement plus souple, et 73% d’un financement plus consistant.

Trop souvent, dans les situations d’urgence, les Organisations de Femmes sont vues dans leur globalité comme des intervenantes principales, sans faire appel à leur expertise et à leurs connaissances. Ce point a été abordé dans la recherche, où 64%

des participantes du sondage ont indiqué qu’elles recevaient des fonds pour la prestation de services et la mise en œuvre de programme spécifiques, ce chiffre a chuté considérablement pour les activités de consolidation de la paix (43%), le renforcement de la résilience et le développement (27%) et le plaidoyer (22%). Ce point a été encore plus accentué dans les discussions de groupes et des entrevues avec des remarques soulignant que le financement à court terme des urgences rendait difficile aux organisations de femmes d’atteindre leurs objectifs organisationnels et stratégiques, de fournir des interventions de qualité, de soutenir et de retenir leur personnel. Les participantes ont informé que les montants destinés aux salaires du personnel, aux frais généraux ou au renforcement des capacités étaient extrêmement difficiles à trouver. Une femme leader du Liban a détaillé comment leur organisation ne pouvait pas mettre en œuvre des projets “qui sortaient du cadre des interventions d’urgence pour laisser place à la réalisation d’activités durables” à cause d’un manque de financement à long terme.

Les progrès des efforts de développement sont souvent entravés par une culture du court-termisme et une concentration excessive sur des projets individuels, au détriment des changements rapides des programmes dans les situations d’urgence. Afin de réaliser des interventions d’urgence efficaces, les Organisations de Femmes ont besoin de financements plus flexibles, réactifs et à long terme, qui facilitent des modifications rapides des programmes en période d’urgence. Une femme leader au Somaliland a montré comment “le système humanitaire est prioritairement conçu pour répondre à court terme aux urgences” au lieu d’investir et de préparer les communautés aux chocs climatiques successifs du pays. Une autre a expliqué que

“le développement est fondé sur la construction de quelque chose de durable, nous limiter aux activités d’urgence [...] n’aident pas les gens à évoluer et à améliorer leurs conditions”.

Cette approche à court terme approfondit les inégalités structurelles et ne répond pas aux besoins à long terme des plus marginalisés ou n’aborde pas les causes profondes de cette marginalisation. Sachant que les besoins des situations d’urgence sont souvent des symptômes de problèmes plus profonds qui rendent les gens et les sociétés vulnérables, ne pas contrer les inégalités structurelles ne fera que ralentir leur rétablissement et leur croissance.⁵⁷

Malgré l’augmentation du financement de l’action

humanitaire ces dernières années, les Organisations de Femmes n'y ont pas accès en dépit du travail non rémunéré qu'elles consentent lors des interventions d'urgence. Les modalités de financement restent cloisonnées dans des rubriques d'aide humanitaire et de développement, ce qui ne correspond pas aux expériences vécues par les populations. Les fonds communs ont été une option soulevée pendant les discussions pour un meilleur financement des programmes de type Nexus, car les Fonds Communs Nationaux (en anglais Country-based Pool Funds -CBPF) ont le potentiel de contribuer à la programmation Nexus, d'autant plus qu'elle est utilisée par les donateurs voulant respecter les engagements pris dans le cadre du *Grand Bargain* sur les fonds non affectés et pour canaliser plus de financement aux acteurs nationaux et locaux.⁵⁸ Pourtant, nos résultats ont révélé que seulement 8% des femmes leaders, des Organisations de Femmes questionnées ont reçu du financement provenant des Fonds Communs Nationaux pour leur programme de développement et des opérations, et 13% pour des programmes humanitaires et des opérations, et selon les répondantes la majorité des fonds a été obtenue d'organismes intermédiaires (85% du financement actuel des programmes d'aide humanitaire provient des ONG internationales, comme ActionAid, et 55% est dédié à leur travail de développement). La plupart des donateurs et des agences des Nations Unies n'arrivent toujours pas à garantir l'intégration de l'équité de genre comme objectif principal du financement accordé pour les programmes – car des agences des Nations Unies et des cellules de coordination d'aide humanitaire n'arrivent toujours pas à identifier systématiquement lesquels de leurs partenaires sont des Organisations de Femmes.⁵⁹ Ce manque d'informations rend impossible de déterminer le degré d'engagement des organisations de femmes aux partenaires humanitaires, mais selon des données récentes, 7 des 11 donateurs gouvernementaux ont alloué seulement 2% des fonds aux programmes sur l'équité de genre dans le cadre de l'assistance humanitaire.⁶⁰

Là où les partenariats existent, les participantes ont rapporté un manque de responsabilité et de confiance de la communauté internationale à leur égard. Elles ont le sentiment que les acteurs internationaux "n'ont pas confiance" en elles ou les "donateurs ne nous voient pas sans les partenariats avec les ONG internationales", soulevant des inquiétudes sur le fait que les donateurs et les acteurs internationaux ne parviennent pas à mettre en œuvre la localisation de l'aide de manière significative. Cette relation transactionnelle est souvent basée sur le transfert de risques de l'international aux partenaires nationaux, sans transfert des moyens et des ressources pour atténuer et répondre à ceux-ci, et sans effectuer de changement significatif au niveau de la responsabilité. En effet, une femme leader d'une

Organisation pour les Droits des Femmes au Liban a demandé "qu'en est-il de la responsabilité [des donateurs] envers nous – comment suivent-ils cela?"

En réunissant tous les éléments – Adopter l'approche Nexus pour s'adapter au contexte changeant de la réponse humanitaire est devenu la nouvelle norme pour beaucoup d'Organisations de Femmes. Malgré des changements effectués au sein du système d'aide, les organisations à qui nous avons parlé ont souligné un manque de reconnaissance et ont partagé leurs réflexions sur les défis affrontés par la communauté internationale selon elles. Des priorités conflictuelles, de donateurs stricts et des processus internes limités aux activités d'aide humanitaire à court terme et un financement inflexible sont des points énumérés dans les quatre pays, ainsi qu'un manque de considération des dimensions intersectionnelles du changement climatique, des conflits et de la paix et l'impact grandissant des risques rendant les femmes et les filles plus vulnérables. L'étape clé omise est l'inclusion des femmes leaders et de leurs organisations car elles ont eu à travailler en dépit de ces obstacles et ont trouvé des moyens de naviguer entre les changements et les failles des acteurs des secteurs de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la Paix.

2.3 Un accès à un développement durable et à long terme

Afin de réaliser des interventions d'aide humanitaire efficaces dès maintenant, les ONG internationales et les donateurs doivent sortir de leur approche cloisonnée et entreprendre des partenariats significatifs avec les Organisations de Femmes. Il y a un besoin réel pour une compréhension inclusive, étendue et intersectionnelle de l'agenda du FPS au sein de l'action humanitaire dont la première étape est la reconnaissance, l'investissement et le partenariat avec les femmes leaders, ainsi que l'autonomisation de leur leadership et de leurs rôles, et la nécessité de lutter contre les obstacles à cette inclusion.⁶¹

Leadership et Rôle des Femmes dans l'Accès Humanitaire

Les Organisations de Femmes jouent un rôle primordial dans la construction de la confiance avec les communautés. Leur connaissance de la communauté et leur compréhension des besoins spécifiques des femmes et des filles font de ces organisations les mieux placées pour répondre aux demandes de leurs communautés. Quand les femmes sont valorisées, respectées dans la société et soutenues par leur



Au Liban, l'équipe d'ActionAid a travaillé avec les groupes de femmes et de jeunes à Baalback et JebJannine pour mener une évaluation rapide des besoins et répondre ainsi aux besoins des communautés suite aux tempêtes de 2019.

Photo: Lebanon Storm cash assistance/ActionAid

communauté en participant activement à la prise de décision, la capacité de résilience de celles-ci au sens large pour répondre sortir des crises est renforcée⁶². Mais malgré le fait que "les Organisations de Femmes soient les vraies championnes des droits des femmes en période de conflits et les premières intervenantes qui méritent la solidarité et le partenariat des organismes humanitaires",⁶³ La recherche démontre clairement que le leadership des femmes dans le contexte humanitaire manque de financement, de reconnaissance et d'efforts pour garantir leur participation active.⁶⁴ Comme expliqué par une représentante d'une organisation au Liban "l'idée est que vous n'êtes pas obligé de réaliser des interventions distinctes exclusivement pour la santé par exemple, puis exclusivement pour la protection. Les interventions devraient tenir compte des différents aspects et être multisectorielles."

Les participantes ont été toutes unanimes à certifier le rôle de leadership joué par les femmes durant les interventions d'urgence et l'importance de celui-ci dans la construction de la confiance et l'accès aux communautés marginalisées. Une participante du Myanmar a dit "pour la communauté, les Organisations de Femmes représentent l'espoir des communautés. Même si leurs besoins ne sont pas satisfaits, c'est bien d'avoir un groupe qui prend les problèmes de ces femmes sérieusement." Ce commentaire a été repris par une participante du Liban "nous avons dû penser aux besoins spécifiques des femmes, en tant qu'une ONG dirigée par des femmes. Les autres ONG non dirigées par des femmes n'y penseraient jamais." Les Organisations de Femmes ont joué un rôle primordial durant la pandémie du Covid-19 en nouant des liens bâtis sur la confiance et en comprenant

les besoins en tant que premières intervenantes dans les communautés, occupant des espaces jusqu'ici inaccessibles aux ONG internationales et aux donateurs. Une femme leader de la Somaliland a déclaré que "le Covid-19 demandait plus d'actions au niveau local et national - nous n'avons vu aucune agence internationale depuis deux ans à cause du Covid-19 et malgré les difficultés créées par la sécheresse, nous faisons le travail."

Obstacles à la Participation et au Leadership des Femmes

Bien que les participantes aient noté une augmentation du leadership et de la participation des femmes lors des interventions d'urgence, elles ont aussi signalé un manque de reconnaissance de leur leadership, et d'opportunités pour une participation à long terme, en dehors des situations de crise. Dans les quatre pays, les participantes ont fait état de l'absence des femmes dans la majorité des fonctions et des processus de prise de décision entraînant des mesures dénuées de considération relative au genre et ignorant leurs besoins. Au Somaliland des barrières culturelles interdisent aux femmes d'occuper des postes dans ces espaces de décision, avec aucune représentation dans les secteurs législatifs ou judiciaires du gouvernement et une présence limitée dans le pouvoir exécutif, ce qui explique les actions de ce dernier. Tandis que les participantes du Myanmar dénoncent que les femmes n'ont systématiquement aucune possibilité d'accéder aux espaces formels de prise de décision sur l'aide humanitaire tant au niveau local que national, une participante du Liban a ajouté "nous ne pouvons dire qu'en général que nous sommes celles à prendre les

décisions sur les problèmes qui nous affectent”. Une autre du Liban a indiqué qu’“il y a une différence entre le rôle qui nous est donné le contexte d’une réponse humanitaire et celui que nous avons en dehors de cet état d’urgence”. Ces constats révèlent comment, en dépit d’être les mieux placées pour intervenir, les femmes et les filles sont fréquemment marginalisées ou exclues des processus de planification et de prise de décisions. Une participante en Haïti a commenté que

“c’est uniquement en comprenant les besoins de la communauté que vous saurez comment intervenir, et c’est la seule façon de promouvoir le changement et de faciliter la paix.”

De multiples obstacles furent énumérés par les participantes. Plusieurs femmes ont parlé des normes patriarcales de la société qui interdisent leur accès à certains espaces et processus. Une participante au Myanmar a parlé de la “pression sociale” expliquant que “les femmes ne sont pas en mesure de prendre des décisions librement” et au Liban une participante a indiqué “que les traditions imposent des limites aux femmes”. Malgré l’accès de certaines femmes aux espaces de prise de décisions, comme l’a confié l’une des participantes “le problème est que leurs points de vue ne sont pas pris en considération”. Une autre participante au Myanmar a confirmé ce commentaire en disant que “très peu de gens acceptent le leadership des femmes. Elles n’ont pas de pouvoir de prise de décision, seuls les hommes ont ce pouvoir”

Des barrières institutionnelles sont également citées par les participantes. Les femmes au Liban ont indiqué que les réunions réalisées par les ONG internationales et les donateurs requerraient des capacités et des ressources financières qu’elles n’avaient pas, et des langues qu’elles ne parlaient pas pour participer de manière significative. Une autre participante a estimé pour sa part qu’“il y a un type de renforcement de capacités nécessaire mais cette accompagnement n’est pas disponible”, une autre a rajouté “pourquoi devrions-nous parler en anglais?”

Leadership des Organisations de Femmes et les Solutions Alternatives aux Crises

Les Organisations pour les Droits des Femmes ont poursuivi les interventions, malgré les défis rencontrés pour les reconnaître en tant qu’intervenantes principales et le manque de visibilité sur le terrain. L’augmentation du leadership des femmes pendant les crises a été en partie attribuée à la capacité d’adaptation des organisations de femmes et leurs moyens d’accéder aux communautés vulnérables à travers leurs réseaux existants. Une participante au Myanmar a expliqué qu’il existe des différences entre les objectifs initiaux et les scénarios actuels et nous devons les ajuster” et une femme au Somaliland a ajouté que “nous devons être en mesure de nous adapter, cela nous permettra d’aider”. Cette recherche montre clairement que les Organisations de Femmes travaillent selon la flexibilité qu’offre le Nexus, en accordant la priorité à différents domaines selon la situation donnée.

Exemples d’interventions menées par des femmes avant, pendant et après les situations d’urgence

Au Somaliland, des Organisations de Femmes étaient les premières intervenantes contre la VBG, le Covid-19 et la sécheresse, en dépit de la non-priorisation des services relatifs à la VBG. Les survivantes rencontraient donc des difficultés à accéder aux services de soutien comme l’assistance médicale, psychosociale et un soutien juridique. Durant le cyclone Sagar en 2018, ces mêmes organisations ont mobilisé et formé des membres de la communauté en vue d’inciter le partage d’informations vitales aux différents membres de la communauté exposés aux plus grands risques de marginalisation, comme les handicapés ou ceux qui vivent dans les zones rurales.

Au Liban, durant la période qui a suivi les explosions de Beyrouth, des Organisations de Femmes ont ouvert un abri temporaire pour ceux qui avaient perdu leurs

foyers dans les explosions. Elles ont constaté que les femmes vivant seules étaient les plus affectées et les moins soutenues, en corroborant “nous avons essayé de les aider, car elles n’avaient personne d’autre”.

En Haïti, après le cyclone Matthew en 2016, plusieurs Organisations de Femmes ont aidé à évacuer des personnes vivant dans les zones à haut risque et ont mené une campagne de sensibilisation sur les risques spécifiques auxquelles sont exposées les femmes et les filles dans les abris temporaires, notamment ceux liés aux VBG.

Au Myanmar des Organisations de Femmes distribuent régulièrement de l’aide humanitaire aux associations de femmes des communautés, qui à leur tour apportent leur soutien aux familles.

Faciliter la Participation et le Leadership des Femmes

Les Organisations de Femmes auxquelles nous avons parlé ont précisé que, même si elles avaient l'opportunité de contribuer plus aux structures de prise de décision, il leur faudrait certains éléments clés comme du personnel, de la formation, du financement et d'autres formes de soutien afin de participer de façon significative. Comme indiqué par une participante au Liban,

“nous avons plus de connaissances en termes de besoins et sur la communauté, nous avons peut-être besoin d'accompagnement dans d'autres niveaux”.

En ce qui concerne les partenariats avec les ONG internationales et les donateurs, les Organisations de Femmes visaient des partages efficaces d'informations et plus d'opportunités de collaboration, de réseautage et de renforcement de capacités. Comme élaboré par une participante en Haïti “il nous faut plus de formation et d'outils pour être en mesure de renforcer nos capacités économiques” et au Liban une participante a ajouté que “nous devrions toujours être formées afin d'avoir la capacité de participer”. Concernant leurs besoins en vue d'assister leurs communautés, 62% ont parlé d'une collaboration soutenue avec d'autres organisations luttant pour les droits des femmes et des organisations dirigées par des femmes, et 66% ont demandé une meilleure reconnaissance de leur leadership. Les autres requêtes mentionnées concernaient des échanges sur le long terme avec d'autres acteurs 59%, du support pour mener un plaidoyer national (55%) et de la formation sur le langage et la terminologie du secteur d'aide humanitaire (45%).

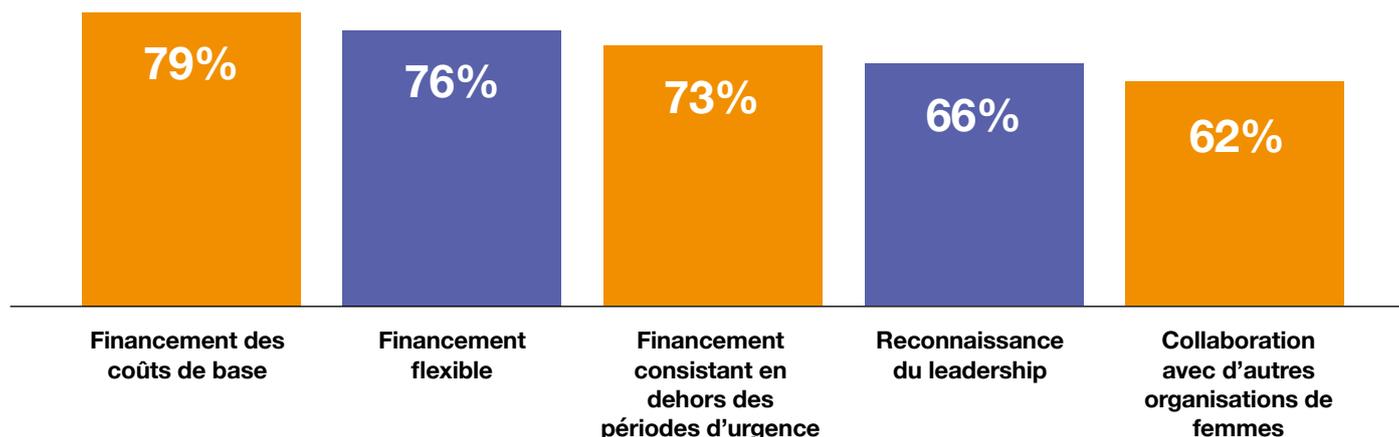
En résumé, notre recherche a trouvé que les Organisations de Femmes adoptent l'approche Nexus pour répondre à de multiples risques, comme le changement climatique, les conflits et les situations d'urgence à développement rapide - sans les lignes artificielles établies par l'ensemble des acteurs et des donateurs internationaux travaillant dans les secteurs humanitaire, de développement et de consolidation de la Paix.

Le nouveau contexte global du Covid-19, l'augmentation des crises humanitaires prolongées et l'adaptation au changement climatique ont démontré que les crises ne se limitent pas uniquement à ces divisions. Comme souligné dans la recherche, les organisations de femmes locales et les organisations dirigées par des femmes ont dû trouver des solutions alternatives pour répondre aux urgences, tout en innovant et en fournissant des services clés à la communauté sur le long terme. Elles ont démontré comment travailler efficacement à travers le Nexus et leur travail donne des exemples à suivre par la communauté internationale.

Toutefois, plusieurs éléments sont nécessaires à la réalisation de cette transformation.

En premier lieu, un programme basé sur une approche transformatrice du genre est nécessaire pour démanteler les inégalités structurelles et entreprendre des activités significatives d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix. Nous savons que les femmes et les filles sont plus vulnérables pendant les crises à de multiples formes de discrimination, incluant la violence basée sur le genre. Cette situation s'accroît en présence d'autres formes de discrimination - par exemple, les rapports ont montré que les femmes du groupe LGBTQ+ sont moins susceptibles de recevoir de l'aide en période de crises par crainte d'être stigmatisées.

Les 5 requêtes principales formulées par les femmes leaders, questionnées dans le cadre de cette recherche, pour assurer la participation active des Organisations de Femmes.



En second lieu, l'opérationnalisation du Nexus constitue un défi à cause des priorités conflictuelles des différents acteurs du développement international. 95% des personnes participant à l'enquête ont dit que de meilleures connexions doivent être établies au niveau du travail réalisé par les ONG internationales pour préparer, répondre et sortir d'une situation d'urgence. Les intervenantes ont aussi souligné les dangers de l'approche "une formule unique pour tous", indiquant que cela entraîne souvent le non-respect des droits des femmes. En effet, les participantes ont remarqué que le travail à long terme relatif aux droits des femmes est souvent mis en suspend ou son financement est assigné aux actions d'urgence à court terme dès l'apparition d'une crise.

En dernier lieu, jeter les bases pour un changement durable, sur le long terme, requiert la reconnaissance au niveau international du degré de compréhension des Organisations de Femmes de leurs communautés et le transfert du pouvoir et des capacités de prise de décisions à ces groupes. Par exemple, au Somaliland, il a été signalé qu'il n'y a aucune représentante féminine dans le secteur législatif du gouvernement. Pour créer un changement durable, une meilleure reconnaissance de ces Organisations de Femmes doit passer par des engagements pour du financement à long terme de la part des ONG internationales et d'autres acteurs internationaux, comme illustré dans le tableau des résultats ci-dessus.



3 Conclusions & Recommandations

Le Nexus peut être un outil important de changement des méthodes de travail, des dynamiques de pouvoir, des partenariats et des mécanismes de financement au sein de la communauté internationale. A date, nous n'avons pas encore expérimenté une mise en œuvre efficace du Nexus, et une perspective de l'équité de genre en a été largement absente. Les Organisations de Femmes peinent à mettre en application le Nexus malgré les efforts consentis - en travaillant souvent en dehors du cadre rigide imposé par la communauté internationale pour les interventions humanitaire, de développement et de consolidation de la paix.

Cette recherche démontre que travailler en étroite collaboration avec des Organisations de Femmes n'est pas seulement la meilleure option morale de travailler dans l'action humanitaire mais produit une programmation, des politiques et un impact de qualité. Collaborer avec ces organisations aide la communauté internationale à transcender le Nexus

et a commencé le démantèlement des dynamiques de pouvoir qui privilégient les droits et les besoins des hommes et des acteurs des Pays du Nord, afin de créer un système qui défend les droits et les contributions des différentes femmes des Pays du Sud.

Des participantes du Myanmar, de Somaliland, d'Haïti et du Liban ont fourni des observations très utiles pour une vision plus large des efforts en vue d'opérationnaliser le Nexus et de travail efficacement dans le secteur humanitaire. Elles ont aussi fait part du besoin de changer les méthodes de travailler afin de permettre une programmation locale, intégrée et basée sur les droits et dirigée selon la voix des communautés, particulièrement celle des femmes leaders qui œuvrent au sein de ces communautés, avec les principales recommandations suivantes:

Des groupes de femmes de la communauté de Hidhinta, au Somaliland, se sentent préoccupées par les sécheresses récurrentes, sources d'ennuis pour leurs ressources et leurs moyens de subsistance.



Résultat: Opérationnaliser le Nexus - un programme axé sur une approche transformatrice du genre est une première étape pour résoudre les inégalités et adopter une approche intégrée.

Les interventions de réponse aux crises devraient être toujours basées sur une analyse spécifique du genre et des contextes qui prend en considération les besoins de la communauté dans sa globalité.

Comprendre le contexte de départ d'une crise (qu'elle soit provoquée par des risques de conflits ou le changement climatique) peut aider les acteurs à mieux cerner les causes fondamentales d'exclusion et de discrimination, et prévenir une récurrence vers plus d'exclusion et de discrimination.

Une analyse conjointe, axée sur une approche transformatrice du genre peut constituer un point de départ critique pour toute intervention qui aborde les normes et les inégalités liées au genre, ce qui contribue à l'objectif sous-jacent de cohérence entre les efforts des secteurs d'aide humanitaire, de développement et de paix, de réduire efficacement les risques et les vulnérabilités, tout en supportant simultanément les activités de prévention.

Les donateurs et la communauté internationale (les acteurs de l'humanitaire et de la société civile travaillant dans le développement et la consolidation de la paix) devraient développer et adopter une approche intégrée des programmes d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix:

1 Réaliser une analyse approfondie de la question du genre lors de la planification des interventions d'urgence afin de comprendre et de répondre aux besoins intersectionnels des femmes et des filles travaillant dans des contextes de crise. La ventilation additionnelle des données des groupes "à risque", comme les femmes enceintes et les femmes ayant des handicaps, devrait être priorisée afin de mieux documenter et analyser les différences intersectionnelles relatives entre les sexes et l'efficacité du programme les concernant.

2 Placer l'analyse des conflits basés sur le genre au centre des interventions mondiales à court et à long terme en réponse aux crises humanitaires. Utiliser des méthodologies participatives, travailler avec des groupes de femmes pour documenter et comprendre les causes fondamentales des conflits, saisir le niveau multidimensionnel des conflits (politique, social, économique et sécurité) et comment ces éléments peuvent affecter la conception et l'exécution des programmes.

3 Intégrer le plaidoyer, l'élaboration de politiques, le suivi et l'évaluation dans la conception des programmes au moyen du leadership et la voix des femmes.

4 Veiller à ce que le programme d'aide humanitaire mette en connexion la protection, la résilience et le développement des femmes, grâce à un financement dédié pour prévenir et répondre aux VBG et pour fournir une protection efficace aux femmes (ex. protection des espaces sécurisés et l'accès aux services dédiés aux femmes).

Résultat: Reconnaître le rôle des Organisations de Femmes qui ont opérationnalisé le Nexus et soutenir leur leadership promeut une action humanitaire efficace

Les Organisations de Femmes ont opérationnalisé le Nexus en adoptant des méthodes nuancées et sophistiquées pour lier l'intervention, la préparation et la durabilité sur le long terme aux processus de paix et de relèvement, tout en luttant contre les inégalités systémiques.

Les donateurs et la communauté internationale (les acteurs de l'humanitaire et de la société civile travaillant dans le développement et la consolidation de la paix) doivent:

1 Veiller à ce que les Organisations de Femmes aient accès aux échanges internationaux et puissent discuter directement avec les acteurs des secteurs d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix. Cela est faisable par le biais de dialogues ouverts avec des groupes de femmes pour recevoir des recommandations sur les meilleures façons d'éliminer les obstacles bloquant l'engagement significatif des femmes, y compris les restrictions relatives à leur déplacement vers des espaces de décisions en toute sécurité, les contraintes financières et les barrières linguistiques - avec la disponibilité de traduction.

2 Investir dans le renforcement des capacités sur le long terme et offrir plus d'opportunités durables aux femmes afin qu'elles puissent construire leur résilience et faire preuve de plus d'autonomie pendant les périodes d'urgence.

3 Respecter l'autorité et la crédibilité des Organisations de Femmes, par exemple, en intégrant et en validant leur empreinte et en encourageant leur participation dans la rédaction de rapports externes et de documents publics qui reflètent leur travail.

Aux Acteurs Gouvernementaux du Pays

1 Renforcer la représentation, le pouvoir des femmes locales et des institutions dirigées par des femmes dans la planification gouvernementale et les mécanismes d'aide humanitaire et de relèvement. Cela pourrait se faire par les moyens suivants:

- L'inclusion des Organisations de Femmes dans les conversations sur les priorités stratégiques et les Plans Nationaux sur les Interventions Humanitaires.
- La participation des Organisations de Femmes dans les conversations avec les institutions travaillant sur l'équité de genre, les parlementaires nationaux, notamment les femmes parlementaires et les ministres sectoriels pour relater l'impact des décisions liées aux interventions humanitaires sur les droits des femmes.

2 Partager les informations avec les Organisations de Femmes en période d'urgence – particulièrement au sein des coordinations et les informer des nouvelles opportunités de financement. Cela peut aider à faire en sorte que l'engagement et la responsabilisation à l'égard du leadership des femmes et des droits des femmes dans les efforts de réponse soient un objectif explicite et primordial des plans d'intervention nationaux.

Résultat: un financement dédié et des partenariats significatifs avec les Organisations de Femmes sont essentiels pour opérationnaliser le Nexus concrètement

Malgré la mise en œuvre du Nexus par les Organisations de Femmes, elles n'ont toujours pas reçu la reconnaissance, l'espace ou le financement dont elles ont besoin et auxquels elles devraient avoir accès.

Les donateurs et la communauté internationale (les acteurs humanitaires et de la société civile travaillant dans le développement et la consolidation de la paix) devraient

1 Fournir un financement à long terme, pluriannuel et flexible qui peut être adapté à différents contextes afin d'éviter les flux de financement cloisonnés et le financement lent et non réactif au contexte (par exemple un financement pour lutter contre l'insécurité en période de conflits ou des sécheresses causées par le changement climatique). Un pourcentage de ces fonds doit atteindre et soutenir les organisations locales (en particulier celles des femmes) qui appliquent l'approche Nexus sans en avoir la reconnaissance et le financement indispensables. Ces fonds doivent contenir des conditions et des objectifs spécifiques et obligatoires pour garantir que les ressources atteignent les femmes et les filles. Pour y parvenir concrètement, il faut mettre en place, au niveau local, des réunions consultatives avec les Organisations de Femmes pour comprendre quels mécanismes de financement fonctionnent le mieux dans leur contexte et pourquoi.

2 Simplifier les critères de financement, en particulier celui des interventions d'urgence afin qu'il y ait des démarches d'application simples et accessibles qui faciliteraient l'accès aux subventions et éviteraient des délais causés par des intermédiaires.

3 Assurer la participation des femmes aux appels à propositions pour obtenir du financement institutionnel, par exemple en leur fournissant des formations sur la rédaction de propositions et en couvrant les frais généraux et les coûts de base leur permettant de postuler.

4 Etablir des partenariats durables avec les Organisations de Femmes en les orientant sur les critères de financement international, en évoquant les risques qu'ils peuvent générer et les mesures pour les atténuer. Cette approche de partenariat favorise la gestion des risques, particulièrement ceux auxquels les Organisations de Femmes sont exposées.

- ³³ *ibid*
- ³⁴ Oxfam. (2019). The Humanitarian-Development-Peace Nexus: What does it mean for multi-mandated organizations? Retrieved from: [dp-humanitarian-development-peace-Nexus-260619-en.pdf](https://openrepository.com/oxfam-research/2019-06-19-the-humanitarian-development-peace-nexus-260619-en.pdf);jsessionid=710C015A5E-7D8807107A159CDBED02E6 (openrepository.com)
- ³⁵ Development Initiatives. (2022). Donors at the triple Nexus: lessons from the United Kingdom: Chapter 1. Retrieved from: [Introduction - Development Initiatives \(devinit.org\)](https://www.devinit.org/publications/2022-03-22-donors-at-the-triple-nexus-lessons-from-the-united-kingdom-chapter-1)
- ³⁶ OECD Legal Instruments. (2019). DAC Recommendation on the Humanitarian-Development-Peace Nexus. Source: <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-5019>
- ³⁷ UNICEF. The Humanitarian-Development nexus: A new way of working to deliver long-lasting results for children. Source: <https://www.unicef.org/eu/humanitarian-development-nexus>
- ³⁸ OCHA. (2017). Humanitarian Development Nexus. Retrieved from: [Humanitarian Development Nexus | OCHA \(unocha.org\)](https://www.unocha.org/fr/humanitarian-development-nexus)
- ³⁹ Daigle, M. and Ignatiou, N. (2021). Humanitarians and the Women, Peace and Security agenda during Covid-19. Gender and Development Network. Source: <https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/61b0ec89743ede4f299473cf/1638984841907/WPS+and+humanitarian+FINAL+07.12.2021+TYPESET.pdf>
- ⁴⁰ Celles qui ont participé à la recherche se sont identifiées comme des membres officielles d'organisations de droits de la femme et d'organisations dirigées par des femmes, ou en tant que femme leader individuelle qui a participé/fait un du volontariat dans le cadre d'interventions humanitaires dans leurs communautés.
- ⁴¹ ActionAid. (2021). ActionAid Feminist Research Guidelines. Retrieved from: [ActionAid Feminist Research Guidelines_2021.pdf](https://www.actionaid.org/sites/default/files/publications/ActionAid_Feminist_Research_Guidelines_2021.pdf)
- ⁴² *Ibid*
- ⁴³ ActionAid. (2019). Safety with Dignity: ActionAid's Women Led Community-Based Protection Manual. Source: <https://www.actionaid.org/sites/default/files/publications/Safety%20With%20Dignity%20manual%20%282019%29.pdf>
- ⁴⁴ Les interventions d'urgence de ActionAid sont guidées par notre Approche Fondée sur les Droits de l'Homme (en anglais HRBA) ainsi notre Signature Humanitaire. La Signature se base sur la promotion des préparations et des interventions dirigées par des femmes dans le cadre des urgences humanitaires, des occupations et des conflits pour renforcer les pouvoirs et de la coordination pour transformer le système humanitaire vers des actions réalisées des personnes responsables localement dans les communautés. C'est soutenu par la construction de la résilience et des changements durables, incluant l'autonomisation de personnes individuelles et la remise en question des inégalités sous-jacentes de nos programmes de développement.
- ⁴⁵ ActionAid. (2019) WLCBP approach: 2019 -AA-WLCBP-Manual-A4-digital-v4.pdf (actionaid.org)
- ⁴⁶ Wenham et al. (2020). COVID-19: the gendered impacts of the outbreak. The Lancet, Volume 395, ISSUE 10227, P846-848 and ActionAid. (2020). Creating lasting impact: the Power of Women-Led Localised Responses to Covid-19. Source: https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/creating_lasting_impact_the_power_of_women-led_localised_responses_to_covid-19.pdf
- ⁴⁷ Plan International UK. (2019). Left Out, Left Behind: Adolescent girls' secondary education in crises. Source: <https://www.planinternational.nl/uploaded/2019/06/Left-out-Left-behind-report.pdf?x65987> and Zarrilli, S. and Luomaranta, H. (2021). Gender and unemployment: Lessons from the COVID-19 pandemic. UNCTAD. Source: <https://unctad.org/news/gender-and-unemployment-lessons-covid-19-pandemic>
- ⁴⁸ Voir: Gender-based violence in emergencies | UNICEF
- ⁴⁹ World Bank. (2021). Source: <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/05/01/lebanon-sinking-into-one-of-the-most-severe-global-crises-episodes>; Human Rights Watch. (2021). They Killed Us from the Inside. An Investigation into the August 4 Beirut Blast. Source: <https://www.hrw.org/report/2021/08/03/they-killed-us-inside/investigation-august-4-beirut-blast#:~:text=Thirty%2Done%20children%20required%20hospitalization,the%20private%20businesses%20in%20Beirut>
- ⁵⁰ Détails des résultats: vraiment peu d'opportunités pour les femmes embauchées dans le secteur agricole à cause des pertes de récoltes.
- ⁵¹ Steady, F. C. (2014). Women, Climate Change and Liberation in Africa. *Race, Gender & Class*, 21(1/2), 312–333. <http://www.jstor.org/stable/43496976>
- ⁵² Voir: ActionAid. (2021). Avoiding the Climate Poverty Spiral: Social protection to avoid climate-induced loss & damage. Source: <https://www.actionaid.org/publications/2021/avoiding-climate-poverty-spiral-social-protection-avoid-climate-induced-loss>; and UNOCHA. (2016). Understanding the climate-conflict nexus from a humanitarian perspective: a new quantitative approach. Source: <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Understanding%20the%20climate-conflict%20nexus.pdf>
- ⁵³ Steady, F. C. (comme ci-dessus)
- ⁵⁴ A la définition de la paix il faut inclure le niveau et l'attention du foyer sur la réalisation des droits individuels, voir aussi: ActionAid, IDS and WomanKind. From the Ground Up: Women's Role in local peacebuilding in Afghanistan, Liberia, Nepal, Pakistan and Sierra Leone https://www.actionaid.org/sites/default/files/from_the_ground_up_-_executive_summary.pdf
- ⁵⁵ Les femmes étant des pourvoyeuses de soins dans les foyers et la première ligne de professionnels de la santé, et avec moins d'accès aux services de santé. Pour plus lecture sur ce sujet, voir: GAPS. (2021). Now and the Future – Pandemics and Crisis: Gender Equality, Peace and Security in a COVID-19 World and Beyond. Source: <https://gaps-uk.org/resources/now-and-the-future-pandemics-and-crisis-gender-equality-peace-and-security-in-a-covid-19-world-and-beyond/> and: OECD. (2020). Women at the core of the fight against COVID-19 crisis. Source: <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/women-at-the-core-of-the-fight-against-covid-19-crisis-553a8269/>
- ⁵⁶ Development Initiatives. (2022). Donors at the triple Nexus: lessons from the United Kingdom: Chapter 1. Retrieved from: [Introduction - Development Initiatives \(devinit.org\)](https://www.devinit.org/publications/2022-03-22-donors-at-the-triple-nexus-lessons-from-the-united-kingdom-chapter-1)
- ⁵⁷ Goemans, C. and Loudon, S. (2021). Gender equality across the Humanitarian-Development-Peace Nexus. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). Source: [https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD\(2021\)10&docLanguage=En](https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD(2021)10&docLanguage=En)
- ⁵⁸ Oxfam (2019) The Humanitarian-Development-Peace Nexus: What does it mean for multi-mandated organizations? Source: [dp-humanitarian-development-peace-nexus-260619-en.pdf](https://openrepository.com/oxfam-research/2019-06-19-the-humanitarian-development-peace-nexus-260619-en.pdf);jsessionid=710C015A5E-7D8807107A159CDBED02E6 (openrepository.com)
- ⁵⁹ ActionAid (2021) Bargaining for Better: Bringing a Feminist Lens to the Grand Bargain 2.0. Source: <https://www.actionaid.org/sites/default/files/publications/Bargaining%20for%20Better.pdf>
- ⁶⁰ CARE. (2021). Time for a Better Bargain: How the Aid System Short-changes Women and Girls in Crisis. Source: https://www.care.org/wp-content/uploads/2021/03/She-Leads-in-CrisisReport_4.7.21_updated.pdf
- ⁶¹ Daigle, M. and Ignatiou, N. (December, 2021) Humanitarians and the Women, Peace and Security agenda during Covid-19. Gender and Development Network. Source: <https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/61b0ec89743ede4f299473cf/1638984841907/WPS+and+humanitarian+FINAL+07.12.2021+TYPESET.pdf>
- ⁶² Parke, A. (2020). Creating lasting impact: the Power of Women-Led Localised Responses to Covid-19. ActionAid. Source: https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/creating_lasting_impact_the_power_of_women-led_localised_responses_to_covid-19.pdf
- ⁶³ Daigle, M. (2021). Women, Peace and Security and humanitarianism – 3 ideas for a return to radical action. ODI. Retrieved from: [Women, Peace and Security and humanitarianism – 3 ideas for a return to radical action | ODI: Think change](https://www.odi.org/publications/women-peace-and-security-and-humanitarianism-3-ideas-for-a-return-to-radical-action)
- ⁶⁴ Martin, S. and de la Puente, D. (2018). WPS and Humanitarian Action. Oxford Handbook of Women, Peace and Security. Retrieved from: <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190638276.013.48>

Remerciements:

Ce rapport a été rédigé par Niki Ignatiou et Alice Ramsay de ActionAid UK.

Nous souhaitons particulièrement remercier toutes les Organisations de Femmes qui ont partagé leurs précieuses observations et expériences, soutenu la conception de la recherche, contribué aux recommandations et aidé dans la validation et la finalisation des résultats. Le tout n'aurait pas été possible sans elles : Gender Equality Network, Myanmar;

Asosyasyon Fanm Gran Vensan – AFGV [Haïti]

Association des Femmes Travailleuses de Jérémie – AFTJ [Haïti]

Dawer [Liban]

Gender Equality Network [Myanmar]

IJAARA Women Association [Somaliland]

Mouvement des Femmes de Loncy – MFL [Haïti]

NAFIS [Somaliland]

NAGAAD [Somaliland]

Organisation des Femmes Solidaires – OFASO [Haïti]

Òganizasyon Fanm Konba – OFK [Haïti]

Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa [Somaliland]

The Lebanese Women Democratic Gathering (RDFL) [Liban]

Towfiq Self Help Group [Somaliland]

Union des Femmes de Lascahobas – UFL [Haïti]

Women's Action for Advocacy and Progress Organization [Somaliland]

Ce qui précède comprend une liste des Organisations de Femmes, ainsi que le réseau dont elles font partie. Cependant, elle n'inclut pas toutes les organisations qui ont participé à cette recherche ; certaines ont souhaité garder l'anonymat. Nous remercions également Save the Children Somalie d'avoir partagé ses réflexions sur ce processus ainsi que l'équipe au Somaliland.

Nous tenons également à remercier les nombreuses personnes au sein de la Fédération ActionAid qui ont partagé leur temps et leurs idées pour aider à rédiger ce rapport, en particulier les équipes de recherche qui ont mené la collecte de données au Liban, en Haïti, au Somaliland et au Myanmar: Sabine Abiaad, Hibo Adam, Taiwo Ajose, Angeline Annesteus, Sandra Bissereth, Layal Abou Daher, Richardson Dorsaint, Manon LeFlour, Michelle Mansour, Lovely Maignan, Araddhya Mehtta, Nura Mohamed, Masimba Nyamanhindi, Carmiline Orisma, Abhijit Patnaik, Poe Ei Phyu, Dirgha Raj Sigdel, Elizabeth Richard, et Mohamed Suleiman Tarabi.

Tout au long de la planification de la recherche et de l'analyse des données, des apports précieux ont été apportés par Sara Almer, Hannah Bond, Kate Carrol, Pranita Choudhry, Nafisa Gudal, Grace Ireri, Mike Noyes, Anna Parke, Ellie Shillito et Francisco Yermo.

Conception et illustration: Anna Patience.

Révision: Rowan Dent.

Traduction: Coraline Jean Baptiste

Cette recherche a été rendue possible grâce au financement des joueurs de People's Postcode Lottery.



ActionAid UK

33-39 Bowling
Green Lane
London EC1R 0BJ

www.actionaid.org.uk

 @ActionAidUK

 ActionAidUK

 @ActionAidUK

ActionAid is a charitable company limited by guarantee and registered in England and Wales (Company number 01295174). England and Wales charity number 274467, Scottish charity number SC045476. Registered Office 33-39 Bowling Green Lane, London EC1R 0BJ.